

**Communiqué de presse**  
**33 organisations\* dénoncent**

**Après Calais, les autorités franco-britanniques préparent un charter  
pour Kaboul**

Un "charter" franco-britannique serait prévu pour le 6 octobre à destination de Kaboul. Alors que les conditions humanitaires et de sécurité ne cessent de se dégrader en Afghanistan, que les ONG comme le Secrétaire général des Nations unies se déclarent particulièrement préoccupés par la situation, la France et la Grande-Bretagne tentent, comme au mois de novembre 2008, une opération conjointe. L'Afghanistan est un pays en guerre. Il est inacceptable d'y renvoyer ceux qui s'en sont enfuis à la recherche d'une protection en Europe.

En France, le ministère de l'Immigration se moque des décisions des tribunaux de différentes régions qui ont remis en liberté 130 des 138 Afghans qui avaient été interpellés le 22 septembre, en vue de leur éloignement, lors de la "fermeture" spectaculaire de la plus grande "jungle" de Calais. Ces juridictions ont mis en évidence l'inanité de cette opération médiatique et ont rappelé le respect du droit et des libertés fondamentales des personnes. Plusieurs tribunaux administratifs ont par ailleurs annulé des arrêtés de reconduite à la frontière au motif du non-respect du droit de demander l'asile.

Le gouvernement n'en a cure et reste enfermé dans sa rhétorique de l'"appel d'air", selon laquelle Afghans, Erythréens, Irakiens, Iraniens, Soudanais, etc. ne viendraient pas en Europe pour sauver leur vie et leurs libertés, mais pour des raisons d'agrément et de confort : les rafles actuelles seraient supposées porter des messages dissuasifs dans les pays d'origine. C'est ainsi que sont pris en otages des Afghans du Calais pour tenter de dissuader leurs compatriotes victimes des violences au pays.

Les "opérations de nettoyage" se poursuivent et plus d'une cinquantaine d'Afghans ont été à nouveau placés en rétention la semaine dernière. Les "charters conjoints", qui sont contraires au principe d'interdiction des expulsions collectives, conduisent à des pratiques arbitraires, discriminatoires et inhumaines, au mépris des droits fondamentaux des personnes.

Nous appelons instamment les autorités françaises et britanniques à renoncer à tout projet d'expulsion vers l'Afghanistan et insistons sur la nécessaire mobilisation de tous pour empêcher cette expulsion collective qui mettrait sérieusement en danger la vie de ces exilés.

Nous réaffirmons qu'il est urgent de rendre son sens au droit d'asile en Europe en prévoyant un mécanisme permettant à tout réfugié de solliciter une protection dans le pays de son choix. En l'attente, la France peut, et doit, suspendre l'application du règlement de Dublin afin d'accueillir sur son sol les personnes qui continueront à fuir les conflits pour trouver refuge en Europe.

**Contact presse :**

ACAT-France : Florence Boreil / 01 40 40 40 28 / [florence.boreil@acatfrance.fr](mailto:florence.boreil@acatfrance.fr)

Fédération de l'Entraide Protestante : Nicolas Derobert / 01 48 74 53 84

La Cimade : Julie Chansel / 06 82 24 03 47 / [julie.chansel@lacimade.org](mailto:julie.chansel@lacimade.org)

Secours catholique : Philippe Lefilleul / 06 82 98 87 63 / [philippe-lefilleul@secours-catholique.asso.fr](mailto:philippe-lefilleul@secours-catholique.asso.fr)

Gisti : 01 43 14 84 87 + 06 81 90 74 33 – [alaux@gisti.org](mailto:alaux@gisti.org)

Terre d'errance (Norrent-Fontes / Pas-de-Calais) : 06 23 33 16 83

**\* Signataires :**

- Acat-France
- ADDE (Avocats pour la défense des droits des étrangers)
- Anafé
- Association d'Accueil aux médecins et Personnels de Santé Réfugiés en France (APSR)
- Auberge des migrants (Calais)
- CAAR (Comité d'aide aux réfugiés / Bois-Colombes)
- Calais Migrants Solidarity
- Collectif Migrants (Dunkerque)
- Collectif Solidarité Migrants (Angres)
- Collectif de soutien des exilés (Paris)
- COMEDE
- C'SUR (Calais)
- ELENA-France
- Emmaüs-France
- Enfants du Monde - Droits de l'Homme
- Fédération de l'Entraide Protestante
- Flandre Terre Solidaire
- GAS
- GISTI
- Itinérance (Cherbourg)
- La Cimade
- LDH
- RESF
- MRAP
- PCF
- Primo Lévi
- SALAM (Calais)
- SALAM (Dunkerque)
- Secours catholique
- Syndicat des avocats de France (SAF)
- Syndicat de la magistrature (SM)
- Terre d'errance (Norrent-Fontes)
- Terre d'Errance Steenvoorde
- Toit du Monde (Poitiers)